

Le Journal

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Prix unique: 4500 fc

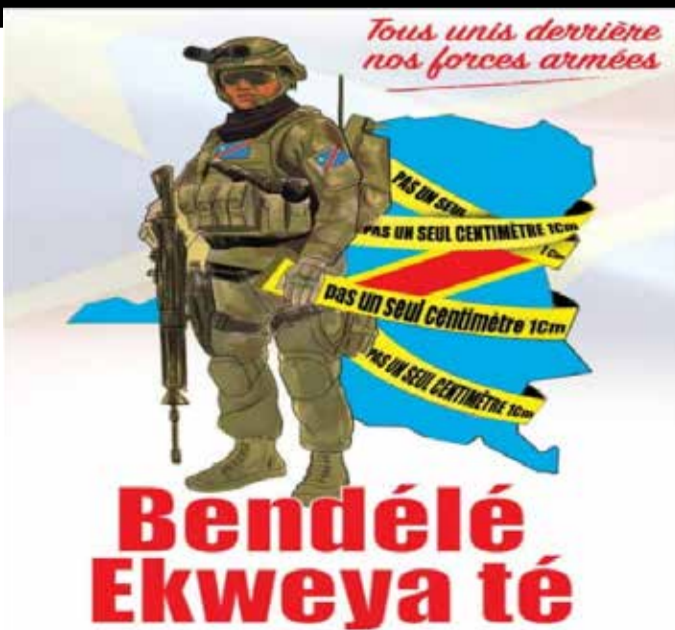
Fondateur-Directeur Général : PATRICE BOOTO | Tél : +243 81 814 84 33 | 89 82 65 383 | E-mail : patricebooto@gmail.com |
www.le-journal.net - Récépissé : N° MIN/CM/LMO/045/2015 | Impôt DGI : M 06A 39110 W

Onatra, vers la fin des travaux du quai flottant au beach Ngobila P.10

Le Plan de Clinton pour balkaniser le Congo n'a pas marché, 30 ans après P.2

Le pape François nomme Mgr Mitja Leskovar nouvel ambassadeur du Vatican en poste à Kinshasa P.2

Les embouteillages deviennent insupportables à Kinshasa P.7



Des cireurs de chaussures, héros de leurs familles

Agés pour la plupart de 13 à 30 ans, des jeunes kinois ont trouvé dans le métier de cireur de chaussures un moyen honorable de survie, au milieu du chômage persistant qui pèse sur la ville de 12 millions d'habitants. Certes, quelques-uns témoignent de la rentabilité de cette activité, mais les défis liés à la formation se dressent devant eux comme des obstacles à surmonter. P.9



Elections des Gouverneurs et Vice-Gouverneurs - Listes Définitives - KINSHASA P.5

"Luttons tous contre le cancer du sein"

Le Plan de Clinton pour balkaniser le Congo n'a pas marché, 30 ans après

Alors que le Rwanda commémore les 30 ans du génocide rwandais, les Congolais comptent les nombres d'années d'insécurité et de guerres qu'ils subissent depuis l'avènement de Paul Kagame au pouvoir à Kigali.

Depuis trente ans donc, la région des Grands Lacs vit une réalité étrange décidée depuis Washington par l'administration Clinton et qui s'apparente étrangement à l'histoire de l'Afrique au temps de la partition du continent par Bismarck. L'histoire est un éternel recommencement, dit-on.

MUSEVENI, LE BISMARCK AFRICAIN

L'administration Clinton table sur l'Ouganda au début des années 90, pour réaliser son rêve sur la Rdc. Clinton choisit Museveni qu'il a surnommé "le nouveau Bismarck" avec mission de piloter tous les bouleversements que va subir la région des Grands Lacs.

Après la Perestroïka, le monde devient unipolaire et les enjeux ne sont plus politiques comme à l'époque de la guerre froide où Mobutu pouvait jouer un rôle dans la région. Les enjeux sont désormais économiques et l'Amérique se décide de maximiser ses rendements à travers les firmes internationales.

Pour Bill Clinton qui veut réécrire l'histoire de l'Afrique, Museveni est l'homme qu'il faut pour jouer le rôle que le Chancelier allemand a joué en 1985 dans le partage de l'Afrique.

A l'image de Bismarck découpant l'Afrique comme un gâteau avec un couteau, Museveni va entreprendre le projet de la révision de la carte des pays des Grands Lacs par les armes et à travers des rébellions montées à cette fin.

Le projet de Bill Clinton passe par la balkanisation du Congo à partir de Kam-



pala. Et comme l'histoire se répète, à l'image de Bismarck qui ne sera pas le premier bénéficiaire de la conférence de Berlin, Museveni ne sera pas le premier bénéficiaire de la balkanisation du Congo.

KAGAME, LE NOUVEAU LÉOPOLD II

Certes Bismarck convoque la Conférence de Berlin, mais le plus grand bénéficiaire de cette conférence, c'est le roi Léopold II.

La conférence de Berlin a un objet principal : Établir le libre échange sur les côtes et sur le fleuve Congo en faveur des grandes puissances. En réalité, la conférence de Berlin, c'est la conférence sur le Congo. Et l'une des grandes résolutions, c'est que le Congo devrait rester un espace de libre échange où les grandes puissances pourraient commercer librement. Toutefois, la gestion de ce grand espace sera confiée à Léopold II.

Pourquoi Léopold II ? Le roi des Belges était-il assez

puissant et malin pour s'acquerir d'un aussi grand territoire face aux grandes puissances de l'époque réunies à Berlin ?

Comme Kagame aujourd'hui, Léopold II était dans les bonnes grâces des Américains qui voulaient, à travers lui, garder la main mise sur les grandes richesses stratégiques du Congo, sans s'afficher clairement comme pays colonisateur. Ils financeront des projets au Congo Belge avec l'argent sorti de la Chase Bank, propriété des Rockefeller.

Comme Kagame, Léopold II n'était qu'un sous-traitant des Américains. C'est grâce aux Américains que la voix du roi des Belges a pesé à la conférence de Berlin.

Comme Léopold II, Kagame, fort de l'appui des Américains, va se comporter en monarque. Il est l'auteur du deuxième génocide au Congo. Avec le même modus operandi: du sang pour arriver aux bénéfices économiques.

Léopold II a coupé des mains des Congolais. à l'époque dans l'exploitation du caoutchouc qui était le produit stratégique de l'époque, causant 10 millions des morts. De même Paul Kagame à déjà fait tuer plus de 10 millions des Congolais pour arriver à exploiter les richesses stratégiques du sous-sol Congolais. Comme Léopold II, Paul Kagame à bâti sa renommée sur le sang des Congolais.

Face à cette tragédie, la communauté internationale et la presse internationale ont décrété un omerita organisé parce que les grandes puissances, dans une logique économique, estiment que la vie des Congolais vaut moins que leurs richesses.

Des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide commis au Congo n'épouvante personne. Les femmes sont violées, celles qui sont enceinte sont éventrées, les hommes sont enterrés vivants, les chefs des villages sont dénudés

devant leurs populations pour déstructurer la communauté, mais la communauté internationale dit: circulez, il n'y a rien à voir.

LE RWANDA, LA BELGIQUE DES GRANDS LACS

Bill Clinton a choisi le pays de Kagame pour jouer le rôle de sous traitant dans l'exploitation du Congo comme l'était hier la Belgique.

Petit pays enclavé dans la région des Grands Lacs, le Rwanda ressemble étrangement à la Belgique par sa petite superficie et par sa population et par la faiblesse de ses ressources.

Comme la Belgique, avec deux communautés wallonne et flamande qui se rivalisent, les Tutsi et les Hutu sont en conflits permanents et s'entredéchirent.

Comme la Belgique pouvait hier fournir aux États-Unis d'Amérique de l'uranium du Congo pour mettre fin à la Deuxième Guerre Mondiale, le Rwanda exploite illégalement les minerais

Le pape François nomme Mgr Mitja Leskovar nouvel ambassadeur du Vatican en poste à Kinshasa



La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) à travers un document rendu public ce mardi 16 avril 2024, a annoncé la nomination par le Pape de monseigneur Mitja Leskovar comme nouveau nonce apostolique en République Démocratique du Congo.

« Le secrétariat général de la conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) porte à votre connaissance qu'il a plu à sa sainteté le Pape François de nommer son excellence monseigneur Mitja Leskovar comme nouveau nonce apostolique en République démocratique du

Congo. Il était jusqu'à ce jour Nonce apostolique en Irak. Il remplace son excellence monseigneur Ettore Ballestero nommé observateur permanent du saint siège aux nations unies à Genève depuis 2023. » Peut-on lire sur ce communiqué signé par Abbé Georges KALENGA, secrétaire adjoint de la CENCO. Signalons que, le secrétariat général de la CENCO présente ses vives et sincères félicitations au nouveau nonce apostolique. Il lui souhaite la bienvenue au Congo et l'assure de ses prières et de sa collaboration pour un fructueux ministère dans l'Église-Famille de Dieu qui est en RDC.

HERVE KABWATILA



CONFERENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO
 Secrétariat Général
 BP. 3258 – Kinshasa /Gombe
 Tél. : 00243 998 24 86 99
 Fax : +33172703031
 E-mail : eencorde@gmail.com
 République Démocratique du Congo

Kinshasa, le 16 AVR 2024

N/Réf. : CENCO/SG/GK/16/04/ 00021332 /2024/BG-7°

Objet : Nomination du nouveau Nonce Apostolique en RD Congo

- A Son Eminence Cardinal, Archevêque de Kinshasa ;
- A LL. EE. Archevêques et Evêques de la CENCO (TOUS).

Eminence,

Excellence,

Par sa lettre n° 6625 du 08 avril 2024, la Nonciature Apostolique en RD Congo porte à votre connaissance qu'il a plu à Sa Sainteté le Pape François de nommer Son Excellence Mgr Mitja LESKOVAR, comme nouveau Nonce Apostolique en République Démocratique du Congo. Il était jusqu'à ce jour Nonce Apostolique en Irak.

Le Secrétariat Général de la CENCO présente ses vives et sincères félicitations au Nouveau Nonce Apostolique. Il lui souhaite la bienvenue au Congo et l'assure de ses prières et de sa collaboration pour un fructueux ministère dans l'Église-Famille de Dieu qui est en RD Congo. Vous trouverez ci-joint, son Curriculum vitae.

Veillez agréer, Eminence, Excellence, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués en Notre Seigneur.

Abbe Georges KALENGA
 2^{ème} Secrétaire Général Adjoint de la CENCO

Le Plan de Clinton pour balkaniser le Congo n'a pas marché, 30 ans après

stratégiques du Congo pour le bénéfice de l'industrie américaine: coltan, lithium, cassitérite, cobalt, niobium, etc.

De la même manière que la Belgique s'est construite avec les richesses du Congo, le Rwanda est présenté aujourd'hui comme un modèle de développement en Afrique, alors que tout le monde sait que ce progrès économique est dû au pillage des richesses du Congo sur le sang et que le Rwanda ne possède pas ces mine-

rais dans son sous-sol.

LA BALKANISATION A ÉCHOUÉ

Malgré le nombre des morts et des déplacés, malgré le degré d'atrocité infligée aux populations congolaises pendant toutes ces années, il y'a une résilience incroyable qui étonne. Les laboratoires occidentaux à la base de ce plan d'exploitation illégale des ressources naturelles de la Rdc par la barbarie et la balkanisation du Congo en armant le Rwanda, ne

s'imaginent pas, trente ans après, que le Congo garde toujours ses frontières de 1885.

La violence des atrocités pour semer la peur et la désolation dans le cœur des Congolais afin qu'ils abandonnent l'Est du pays au Rwanda ont paradoxalement produit un effet contraire. Plus les années passent, plus les Congolais deviennent solidaires et conscients de l'injustice internationale et du danger que court leur pays. Plus ils sont plus que jamais déter-

minés à défendre leur pays. Même si le Rwanda a comme sempiternelle stratégie le recrutement des Congolais pour leur faire jouer la sale besogne, depuis Laurent Désiré Kabila qui a offert l'armée congolaise aux rwandais jusqu'à Corneille Nangaa qui promet de donner les deux rives du fleuve Congo à Kagame, les Congolais savent qu'ils ne sont que des marionnettes et que l'Afdl, le Rcd, le Cndp, le M23, l'Afc sont des projets conçus depuis Kigali et qui

visent l'appropriation par le Rwanda de l'Est du Congo. Pour les Congolais de l'Est comme de l'Ouest, ce projet ne va se concrétiser que lorsque le Rwanda aura exterminé les derniers des Congolais. Déterminés, ils se battront toujours, avec ou sans embargo de la communauté internationale, pour assurer l'intégrité territoriale de leur pays.

(Une chronique du Prof Voto)

FORMATION DU GOUVERNEMENT EN RDC

Kamerhe refuse toute comparaison avec d'autres pays, " il faut prendre le temps nécessaire ..."

Conduits par Vital Kamerhe, les regroupements politiques A/A-UNC (Action Des Alliés et Union pour la Nation Congolaise) et A/VK-2018 étaient reçus ce lundi 15 avril par la Première ministre Judith Suminwa dans le cadre des consultations en vue de la formation du nouveau gouvernement de la République.

À ses hôtes, Judith Suminwa les a informés sur les critères d'éligibilités pour faire partie de la prochaine équipe gouvernementale. Des critères qui ont été salués par Vital Kamerhe, également membre du présidium de l'Union sacrée de la nation. " Nous avons le privilège d'être le deuxième regroupement politique à être reçu. Nous sommes sortis de cette audience sa-



tisfaits. La formation du gouvernement est une gymnastique arithmétique mais qui tient compte aussi d'un certain nombre de critères de compétences, de probité morale, de représentation géopolitique, des critères hommes et femmes et tout ce que nous voulons aussi ce que nous soyons le premier à amener effectivement la diminution du train de vie des politiciens ou des autorités de l'État ", a dit Vital Kamerhe devant la

presse après échange avec la Première ministre. Interrogé sur les inquiétudes de l'opinion liées au temps déjà pris pour la formation du gouvernement, Vital Kamerhe estime que le cas de la RDC ne peut pas être comparé aux autres pays. Il dit espérer que le délai fixé pour ces consultations sera respecté (19 avril, ndlr). " La question du temps, je dois dire que ce n'est pas la faute de la Première ministre Judith Suminwa. Et de deux,

il ne faut pas confondre les choses. Ici, la RDC n'est pas le Sénégal. C'est 2.345.000 km2, c'est 100 millions d'habitants. Il faut prendre le temps nécessaire pour bien faire les choses mais en même temps nous devons fustiger le fait qu'il y a des choses qui auraient pu être réalisées dans un laps de temps ", a indiqué le leader de l'UNC.

Lire aussi : Gouvernement Suminwa: "que ceux qui auront la chance d'être nommés ne fêtent pas, qu'ils réfléchissent sur la manière de répondre aux défis énormes dans un pays en guerre" (Vital Kamerhe) Pour cette nouvelle étape, renseigne le cabinet de la nouvelle Première ministre, Judith Suminwa s'accorde sept jours d'échange avec les regroupements et formations politiques membres de la majorité parlementaire. Au total, ils sont au

nombre de 37. Depuis son investiture à la magistrature suprême, Félix Tshisekedi n'a pas encore mis en place le nouveau gouvernement censé l'accompagner durant son second mandat.

Le gouvernement dirigé par Mme Suminwa est très attendu au regard des multiples défis que traverse le pays en cette période précise où de vastes zones dans les territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi sont occupées par les rebelles du M23 soutenus par l'armée rwandaise. Un autre chantier important auquel le prochain gouvernement fera face, c'est surtout la situation socio-économique des Congolais marquée notamment par la perte du pouvoir d'achat suite à la dépréciation de la monnaie nationale, le Franc Congolais.

Clément MUAMBA/CP

Le retard dans la formation du gouvernement a un sérieux impact sur le fonctionnement de la République (acteur social)

Le retard accusé dans la formation du gouvernement en République démocratique du Congo impacte négativement sur le fonctionnement des institutions en laissant un vide dans l'administration pour ceux qui gèrent les affaires courantes.

C'est l'inquiétude de Jean-Bosco Muhemeri, acteur de la Société Civile à La Prunelle RDC.

Pour ce dernier, le système politique du pays est à la base de ce retard. Ceci se justifie par le temps pris dans la désignation de l'Informateur, du Formateur ainsi que la lenteur des acteurs politiques.

Ce fervent acteur de la Société Civile estime donc que cette lenteur cause un grand préjudice à l'État.

Étant dans un pays pauvre, il pense qu'on ne pouvait pas laisser le gouvernement en inaction pendant tout ce temps.

« Pour un pays qui est en

guerre, on ne peut pas se permettre ça. Quand on regarde les défis sur le plan économique, sur le plan du développement, sur le plan social, sur le plan beaucoup plus sécuritaire et diplomatique, je me dis qu'on ne devait pas se permettre vraiment de laisser le pays dans une telle passivité ».

Jean-Bosco Muhemeri affirme que ce retard a déjà des impacts visibles.

« Oui, il y a un impact. Quand vous suivez la manière dont les administrations sont en train de fonctionner, il y a comme un libertinage. Quand vous voyez l'action de tous ceux qui conduisent les affaires courantes dans les ministères et dans les provinces, vous sentez vraiment qu'il y a un laisser-aller. On ne sent pas l'État, on ne sent pas qu'il y a continuité administrative. On sent vraiment qu'il y a un vide, un grand vide. Que ce soient les grands travaux, sont arrêtés, que ce soient les ac-

tions pour faire la traque des corrompus et corrupteurs, on sent que c'est arrêté. En tout cas, tout ce qui fonctionne bien, c'est le détournement des deniers publics parce qu'ils ont le temps. Chacun est en train de voir avant de quitter le poste, qu'est-ce qu'il doit amener et tous ceux qui doivent intégrer les postes, se ruent vers le monnayage de leur nomination », a-t-il indiqué. Cet acteur social de la ville de Bukavu rappelle que le mandat du Chef de l'État court et qu'il lui reste actuellement de 4 ans et 8 mois à la tête du pays.

Muhemeri regrette de constater qu'on ne sent pas les grandes décisions politiques majeures, quatre mois après sa réélection.

Il invite le Président Tshisekedi à prendre conscience de ce qu'il a promis au peuple Congolais durant la campagne et de ne pas s'amuser avec le temps.

Il convient de souligner que depuis sa réélection à la présidence du pays, y a déjà quatre mois, la RDC n'a pas encore de gouvernement. Des consultations sont en cours avec des partis et re-

groupements politiques par la Première Ministre en vue de former ce gouvernement tant attendu.

Séraphin Mapenzi

LeJournal

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Tel : 89 82 65 383 | E-mail : patricebooto@gmail.com |
Siège 2, av Bongandanga, Immeuble Veve Center, Kasa-vubu

Fondateur Editeur

Directeur Général:

Patrice BOOTO
+243 81 814 84 33

Directeur de Publication

Ruth Booto Ruth
+243 90 27 61 590

Redaction Centrale

Patrice BOOTO
Laurent Derrick

YAMAINA MANDALA

ELBE

El Phenomeno
Godéfried KAPESA

Gel BOUMBE

Robert Djanya

Michel Batele Ikunuwa

Prophète

Ruth Booto

Messagerie

Donat Iyanza

Denis Mbuli

Romain Mpeko

Caleb Booto

Design

2SOFTGRAPHICSUITE

+23482278673

Elections des Gouverneurs et Vice-Gouverneurs - Listes Définitives - KINSHASA

Province : Kinshasa		BRTC: KINSHASA I GOMBE			Circonscription: KINSHASA				SIEGE: 1		
N°Bulletin	Organisation	Sigle	N° dossier	Nom	Postnom	Prénom	Sexe	Lieu de naissance	Date de naissance	Numéro national	Rang
1	Démocratie Chrétienne	DC	GV10014A001600016	DIOMI	NDONGALA	EUGENE	M	SONABATA	24/12/1962	35989819835	Gouverneur
				NKOLOBISE	OKAMBIKI	TICHOU	F	KINSHASA	09/03/1974	35989819835	Vice-Gouverneur
2	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000200002	BOLAMBA	EGALENDE	KEVIN	M	KINSHASA	16/05/1992	30000120735	Gouverneur
				BITUMBA	LONDE	THEOPHILE	M	MBANDAKA	25/12/1976	30159138868	Vice-Gouverneur
3	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000500005	BOMBOLE	INTOLE	ADAM	M	MBANDAKA	18/03/1957	30094534451	Gouverneur
				ILEO	YOKA	CHRIS	M	BRUXELLES	05/03/1984	30094333633	Vice-Gouverneur
4	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002300023	BONE	KILOLO	BILL-ADAM	M	KINSHASA	03/02/1997	35574611003	Gouverneur
				KAMOZI	SAMWANGALA	ARMAND	M	KINSHASA	21/04/1999	35574611003	Vice-Gouverneur
5	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000300003	BOYELA	BOSEK'OMPANDA	THYNOT	M	KINSHASA	26/11/1969	30108134183	Gouverneur
				MUJINGA	MUTOMBO	CARINE	F	KINSHASA	31/12/1979	30309969851	Vice-Gouverneur
6	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A003000030	BUMBA	LUBAKI	DANIEL	M	KINSHASA	12/08/1982	30015336874	Gouverneur
				IYELI	MOLANGI	EDDY	M	BIKORO	23/11/1975	30083327312	Vice-Gouverneur
7	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002200022	BUSSY	WASSO	ALAIN	M	VIENNE	17/04/1975	35138982138	Gouverneur
				BABABASWE	WISHIYA	ZACHARIE	M	KINSHASA	15/09/1964	35138982138	Vice-Gouverneur
8	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002500025	CONY CONING	DOSSO NZEBA	MIREILLE	F	KINSHASA	15/08/1975	30010940832	Gouverneur
				MBOMA	NSELE	DATCHER	M	KIKWIT	01/02/1990	30241736196	Vice-Gouverneur
9	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001800018	DUNIA	ENGWANDA	CLOVIS	M	LISALA	05/03/1973	30301546507	Gouverneur
				KAHELE	LUKETA	TITA	F	MBUJI MAYI	10/10/1963	30301546507	Vice-Gouverneur
10	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001500015	EKOMBOLO	ENGOWANGA NKAMPULL YVES		M	KINSHASA	18/11/1973	30028331827	Gouverneur
				TSHIMPUMPU	LILIANE	WABIDIA	F	KINSHASA	11/08/1967	30009951338	Vice-Gouverneur
11	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002900029	ETINKUM	ANZA	SERGE	M	KINSHASA	20/04/1989	30009729123	Gouverneur
				TSHIBANGU	BUAMI	ROLLY	M	KINSHASA	11/11/1987	30125132914	Vice-Gouverneur
12	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000600006	KABISA	MUSAMBI	BONIFACE	M	KIKWIT	28/08/1954	30102958083	Gouverneur
				NGANDU	KALENGA	ODETTE	F	KANANGA	23/03/1970	30120134178	Vice-Gouverneur
13	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000900009	KABUYA	KALOMBO	FLOYD	M	KINSHASA	21/12/1989	30094524963	Gouverneur
				DIA	ABANSUN ONKI	PATIENCE	F	KIKWIT	23/03/1971	30010352884	Vice-Gouverneur
14	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A003100031	KASONGO	DIDO	DEO DATUS	M	KINSHASA	10/07/1974	30107737523	Gouverneur
				MALONGO	BILAMBA	GUY RICHARD	M	TSHIKAPA	18/04/1965	30233135053	Vice-Gouverneur
15	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002600026	KIMBUKUSU	KINDUNU	CHRISTIAN	M	BULUNGU	24/11/1969	30248947396	Gouverneur
				MOLA	AMPOKIALA	NALLY PRISCA	F	KINSHASA	24/11/1976	30301936281	Vice-Gouverneur
16	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000400004	KUBA TAKANA	NTULA	DAN	M	KINSHASA	20/12/1966	30057733448	Gouverneur
				ENGOLO	AYEMBE	HERVE	M	KINSHASA	31/01/1989	30263350071	Vice-Gouverneur
17	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002800028	LISANGA	BONGANGA	JEAN PIERRE	M	BASANKUSU	27/12/1962	30242144489	Gouverneur
				KABAIDI	JEAN YVES	JEAN YVES	M	KINSHASA	06/12/1976	30136742873	Vice-Gouverneur
18	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001000010	LUMINGU	KIMPE	SYLVESTRE	M	KINSHASA	31/12/1976	30456961349	Gouverneur
				LINGELE	ELOSALA	NANA	F	KINSHASA	22/12/1984	30218555951	Vice-Gouverneur
19	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002700027	LUMINUKU	ZENA	ZENA	M	KINSHASA	23/07/1980	30404951151	Gouverneur
				NTUMBA	TSHISWAKA	AIMEE	F	LUBUMBASHI	16/07/1980	30091742136	Vice-Gouverneur
20	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000100001	MAMBA	MABUDI	HUBERT	M	MWEKA	25/11/1986	30267347973	Gouverneur
				KANKU	KANGUDI	HELENE	F	KINSHASA	22/09/1984	30372545582	Vice-Gouverneur
21	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000800008	MBUYI	MBUYI	AIME	M	KINSHASA	18/09/1988	30260138662	Gouverneur
				KUMPEL	MUNORO	PLACIDE MACAIRE	M	MOKALA	27/11/1962	30260138662	Vice-Gouverneur
22	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001900019	MUJANYI	KALONJI	MAMIE	F	KANANGA	14/04/1976	35989819841	Gouverneur
				TEMBELE	MAYETA	PIERRE	M	GOMA	04/03/1964	35989819841	Vice-Gouverneur
23	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001400014	MULLA	RAMAZANI	YUSUF	M	BUKAVU	28/05/1970	30008750805	Gouverneur
				UMBA	PAMBU	AUGUSTIN	M	MATADI	09/10/1969	30499959064	Vice-Gouverneur
24	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001100011	MUPOYA	YAMULAMBA	CEDRICK	M	KINSHASA	02/09/1988	30309743962	Gouverneur
				IWONDO	MBOMBO	MAMIE	F	KANANGA	22/04/1976	30005921017	Vice-Gouverneur
25	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001700017	MWE-KATONE	LUTA	ANTOINE	M	KINSHASA	17/06/1966	30001320827	Gouverneur
				NTUMBA	ILUNGA	JACKY	F	KINSHASA	22/02/1988	30005535608	Vice-Gouverneur
26	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001200012	NKUSU	BODI	DANIEL - OTIS	M	MATADI	23/02/1996	35945623671	Gouverneur
				MOHILA	LIMBAYA	JEAN - JACQUES	M	KINSHASA	10/09/1960	30142138093	Vice-Gouverneur
27	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A002400024	OYANGALA	EWADI	CHRISTIAN	M	KINSHASA	22/06/1985	30250546304	Gouverneur
				SHAKO	MUSONGELA	MAMIE	F	KINSHASA	04/04/1976	30007538905	Vice-Gouverneur
28	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A000700007	TSHIBAKA	MULUNGU	GLORIEN	M	KINSHASA	15/09/1994	30002122809	Gouverneur
				MANGUNGU	WALENGI	GLODI	M	KINSHASA	10/01/1994	30045926826	Vice-Gouverneur
29	INDEPENDANT	INDEPENDANT	GV10014A001300013	TSHIMANGA	TSHIPANDA	VIDIYE	M	KINSHASA	19/04/1976	30009558483	Gouverneur
				LELO	NZAZI	ROLLY	M	MATADI	11/04/1981	30513160303	Vice-Gouverneur

Province : Kinshasa		BRTC: KINSHASA I GOMBE			Circonscription: KINSHASA				SIEGE: 1		
N°Bulletin	Organisation	Sigle	N° dossier	Nom	Postnom	Prénom	Sexe	Lieu de naissance	Date de naissance	Numéro national	Rang
30	Nouvelle Génération Consciente	NOGECO	GV10014A002000020	LONKEKE	ISAMPEMBE	FABRICE	M	KINSHASA	06/11/1986	30243939688	Gouverneur
				MAKELA	KWENGEY	TIMOTHEE	M	DJUMA	24/04/1968	30243939688	Vice-Gouverneur
31	Parti pour la Démocratie et la Liberté Totale	PDLT	GV10014A002100021	DIPUMBA	MPOYI	DIDDI	M	KINSHASA	18/03/1983	30465155582	Gouverneur
				BILONDA	MPENDA	GEORGETTE	F	KINSHASA	18/02/1956	30465155582	Vice-Gouverneur

Partis de Kinshasa comme Kuluna, ils reviennent comme « bâtisseurs » !

On ne naît pas Kuluna, mais on le devient à cause des circonstances. Et un Kuluna peut redevenir un citoyen normal et utile au pays. La preuve vient d'en être donnée avec ce retour presque triomphal à Kinshasa des jeunes anciens Kuluna qui étaient en rééducation à Kaniama Kasese.

Beaucoup d'émotions en les voyant débarquer de l'avion à l'aéroport international de Nd'jili. Portant des bottes jaunes et un uniforme bleu du service national, ces jeunes que d'aucuns croyaient perdus, vont ainsi retrouver leurs familles après deux ou trois ans. Ils reviennent dans la capitale comme des bâtisseurs et on ne devrait plus les appeler Kuluna. « Ce sont désormais de bons citoyens qui ont subi une transformation », a déclaré le général Kasongo Kabwik en charge du service national. Désormais au service de la nation

A leur descente d'avion, certains de ses anciens Kuluna se sont exprimés au micro des journalistes. J'étais surpris de constater qu'il y en avait qui parlaient très bien français, preuve que dans



leur enfance, ils étaient passés par l'école. Mais c'est leur témoignage qui est très intéressant. « J'étais connu dans cette ville comme un criminel. L'État nous a amenés à Kaniama Kasese pour apprendre un métier. Tel que vous me voyez aujourd'hui, je suis devenu chauffeur mécanicien. Je peux conduire n'importe quelle voiture, n'importe

quel camion ou tracteur... », a déclaré l'un d'eux.

Et un autre d'ajouter : « N'ayez plus peur de nous. Nous ne sommes plus des Kuluna. Nous avons changé ! » Eh oui ! Voilà ce qu'on attend des jeunes aujourd'hui : un changement de mentalités. De son côté, le général Kasongo Kabwik du service national, a expli-

qué que ces jeunes, qui ont appris différents métiers, vont servir dans des travaux de construction, dans la menuiserie, l'électronique, etc. Un site d'accueil est déjà préparé pour eux dans la commune de N'sele avec des ateliers où ils vont travailler et gagner leur vie.

Et je termine mon billet en exhortant les Kuluna en

cravate à changer et à suivre l'exemple de ces jeunes venus de Kaniama Kasese. Au lieu de saigner à blanc les caisses de l'État comme ils le font, les criminels en cravate devraient plutôt apprendre un autre métier qui puisse les rendre utiles à la nation. Vive le service national !

Lutte contre l'insécurité en RDC : l'opération « Panthère noire » en action

Le vice-Premier ministre congolais, Peter Kazadi, a lancé l'opération Panthère noire, une initiative visant à lutter contre le banditisme et la criminalité qui sévissent dans plusieurs villes du pays. Cette opération, pilotée par la police nationale, a déjà permis d'arrêter 130 jeunes délinquants à Kinshasa.

L'importance de cette opération a été soulignée lors d'un conseil des ministres, ce qui démontre la préoc-

cupation des autorités face à la recrudescence du banditisme urbain dans la capitale congolaise. L'opération Panthère noire se veut une réponse ferme aux troubles à l'ordre public et vise à rassurer la population.

Une approche globale nécessaire

L'opération Panthère noire succède à d'autres initiatives similaires, dont la controversée opération « Likofi » (coup de poing), menée par le général Kanyama, sous le règne de Joseph Kabila. Cette dernière avait été critiquée pour de

nombreuses violations de droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires.

A mon avis, pour réussir à combattre efficacement le banditisme urbain, il est nécessaire d'adopter une approche globale qui ne se limite pas aux opérations de répression. Il faut plutôt s'attaquer aux causes profondes du banditisme. C'est notamment le chômage des jeunes, la pauvreté et l'exclusion sociale.

Des solutions durables pour la sécurité et le déve-

loppement

En plus des mesures de sécurité, il est essentiel de mettre en place des politiques de développement socio-économique qui offrent aux jeunes de belles perspectives et des opportunités d'emploi. L'investissement dans l'éducation, la formation et la création d'emplois sont indispensables pour briser le cycle de la violence et promouvoir la paix et la sécurité en RDC.

L'opération Panthère noire constitue un pas important dans la lutte contre la cri-

minalité urbaine, mais elle doit être accompagnée de mesures sociales et économiques fortes pour garantir une solution durable à ce problème complexe. La réussite de cette opération dépendra de la capacité des autorités à adopter une approche holistique qui combine la fermeté dans la lutte contre la criminalité, le respect des droits de l'homme et la promotion du développement socio-économique. Malheureusement, ce pari n'est pas encore gagné !

CP

Les embouteillages deviennent insupportables à Kinshasa

De plus en plus, les embouteillages deviennent un casse-tête dans la capitale. Outre les conducteurs qui ne respectent pas le code de la route, les autorités urbaines ne foutent rien. Plusieurs routes sont impraticables. Ceux qui sont censés réguler la circulation routière, sont eux-mêmes les auteurs des embouteillages.

Ces dernières années, un fléau paralyse la ville : les embouteillages. La situation s'aggrave, rendant la vie quotidienne des Kinois un véritable enfer sur les routes. Les causes de cette congestion sont multiples et complexes. Mais une chose est vraie : l'inaction des autorités urbaines et le comportement irresponsable des conducteurs contribuent largement à ce chaos. Le non-respect du code de la route, un danger permanent

L'un des principaux facteurs à la base des embouteillages à Kinshasa c'est



le non-respect flagrant du code de la route par de nombreux conducteurs. Les priorités de passage et les règles de conduite élémentaires sont bafouées. Cette façon de rouler au mépris des normes met en danger non seulement les automobilistes et leurs passagers, mais aussi les piétons. Les contrevenants continuent d'agir en toute impunité,

aggravant la situation. L'inaction des autorités de la ville de Kinshasa

Face à cette crise routière qui prend des proportions alarmantes, les autorités urbaines semblent impuissantes, voire indifférentes. En effet, les routes délabrées et mal entretenues sont omniprésentes dans la capitale, rendant la circula-

tion encore plus chaotique. Les travaux de réparation et de construction qui se multiplient manquent souvent une bonne coordination.

A cela s'ajoute le fait que les différents projets de réhabilitation des routes restent lettre morte ou n'évoluent pas de manière satisfaisante. C'est notamment le cas du programme zéro

trou lancé en octobre 2021 par le Premier ministre sortant, Sama Lukonde. Des policiers de roulage à la base du chaos

Certains agents dont la mission est de réguler la circulation routière sont un problème au lieu d'être une solution. Ils sont eux-mêmes des acteurs du chaos en extorquant et en prenant des pots-de-vin de la part des chauffeurs. Ils créent des barrages routiers illégaux pour se faire de l'argent.

Je pense qu'il est impératif que les autorités de la ville prennent des mesures concrètes pour remédier à cette situation. Cela inclut une application stricte du code de la route, un vrai investissement dans les infrastructures routières et une lutte sans merci contre la corruption au sein de la police de circulation routière. Le statu quo n'est plus tolérable. Les Kinois méritent mieux. Je suis fatigué de ces embouteillages incessants dans la capitale.

Par Eric Nsungu/CP

Mbujimayi : des routes urbaines bien asphaltées, mais où sont les voitures ?

Vers la fin de la décennie 90, on pouvait voir beaucoup de voitures à Mbujimayi. Je me rappelle comment à l'époque les grands diamantaires rivalisaient de voitures de luxe dans la ville. Puis arriva rapidement la dégradation à grande échelle des routes urbaines dont la quasi-totalité n'étaient même pas asphaltées.

Des trous et des têtes de ravins menaçaient gravement le réseau routier de Mbujimayi. Seules les motos pouvaient rouler tant bien que mal. Face à cette situation doublée d'une forte crise économique après la faillite de la Miba, les opérateurs



économiques détenteurs de voitures n'ont eu d'autre choix que de les revendre ailleurs ou de les transférer vers d'autres villes, notamment : Kinshasa ou Lubumbashi. C'est alors que Mbujimayi est devenue la ville des motos jusqu'à ce

jour. **Enfin la construction des routes**

Depuis l'avènement du président Félix Tshisekedi, la capitale du diamant a retrouvé le sourire, côté infrastructures. Certes,

c'est encore loin de ressembler aux grandes villes, mais comparé au passé, c'est quand-même quelque chose. Plusieurs kilomètres de routes urbaines ont été asphaltées, et l'asphaltage continue à un rythme soutenu. Aujourd'hui, ceux qui n'avaient plus visité Mbujimayi depuis trois ou quatre ans et qui reviennent, sont agréablement surpris du changement progressif de la ville.

Curieusement, on voit toujours plus de motos que de voitures rouler sur ces nouvelles artères. En tant qu'habitant de Mbujimayi, j'exhorte nos opérateurs économiques à revenir et à faire revenir leurs voitures dans la ville. C'est en revenant qu'ils peuvent

contribuer à la relance des affaires au Kasai comme ce fut le cas dans les années 80 et 90, à l'époque du boom du diamant.

Si auparavant, ils craignaient l'état catastrophique de nos routes, aujourd'hui ils n'ont plus aucune excuse : les routes asphaltées sont omniprésentes à Mbujimayi. Celles qui ne le sont pas encore, sont bien entretenues et praticables. Et ce n'est pas pour les piétons que ces routes sont construites : c'est pour les quatre roues. Alors, achetez davantage de nouvelles voitures, faites revenir les voitures de luxe, les routes asphaltées de Mbujimayi en ont besoin.

Habarirdc

81 invalidés de la CENI, la "jurisprudence" Kabila s'impose!



« Mon Dieu, mais cette histoire risque de tout chambarder! », ces propos traduits du Lingala, sont d'un membre majeur du cabinet d'un des neuf juges de la Cour constitutionnelle sur l'affaire de 81 candidats aux législatives nationales invalidés par la CENI... sans preuves des griefs leur imputés !

Alors que la Cour constitutionnelle traite les épineux dossiers des erreurs matérielles, 134 dossiers étaient inscrits pour la journée de lundi 15 avril., le procureur général près la Cour de cassation, Firmin Mvonde, « n'accorde plus crédit à Denis Kadima et sa CENI », soutient le conseil d'un des 81 invalidés pour fraude et voies de faits par la CENI, au lendemain des législatives de décembre 2023.

Il se trouve que la centrale électorale n'a point fondé ses griefs sur des preuves, si bien que le PG s'est résolu de lancer un appel à témoin. En d'autres termes, qui, à Masimba-nimba, à plus de 300 km de la capitale, a vu Kin-Kiey Mulumba traîner avec de fameuses machines à voter? Qui dispose des preuves que Gen-

tiny Ngobila avait transformé des compartiments de sa résidence en bureaux de vote ?

En dehors du one-man-show qu'il a offert en live sur la télé publique en poissant l'honneur de 82 candidats aux législatives nationales, Denis Kadima Kazadi, depuis ce jour de janvier 2024, a certes expédié les dossiers à la Cour de cassation pour des poursuites contre eux, dont il a unilatéralement annulé les suffrages, qui pour des actes de tricherie, qui pour détention illégale, des machines à voter, mais le tout puissant président de la CENI n'a jamais soutenu son chapelet d'accusations par des preuves même volatiles, sujettes à caution. Voilà quatre mois que l'office du procureur général près la Cour de cassation attend en vain de la CENI, un soubassement en termes de preuves des accusations alléguées.

Lassé, le chef du parquet de la Cassation, a lancé un appel à témoin, dont il garantit sécurité et anonymat. Dans son communiqué daté du samedi 13 avril 2024, Firmin Mvonde retrace, selon CongoGuardian, les événements et démontre combien Denis Kadima lui

avait transmis ce dossier d'accusations sans preuves concernant les 82 candidats députés ainsi que des agents de la CENI. Le PG dit avoir mené, sans succès, une large battue aussi bien auprès de la CENI elle-même que des juridictions inférieures et de la police judiciaire des parquets à tous les niveaux pour essayer de trouver la moindre trace de ces accusations.

Jusqu'à-là, il n'a fait que chouer blanc et le PG Mvonde s'en trouve profondément contrarié. « L'instruction du dossier semble s'être enlisée devant la seule difficulté pour lui (Ndlr : le PG) de réunir les éléments de preuve pour asseoir les accusations portées contre les candidats invalidés qui ont déjà "Tous" été auditionnés après leur interpellation », se désole l'organe de la loi. Et de lancer cet « appel à celui qui détiendrait une information de nature à faire avancer l'instruction auprès de tout office de parquet pour contribuer à la manifestation de la vérité ».

Le procureur général garantit que « la protection du témoin sera assurée pour celui qui aimerait garder l'anonymat ». Mais quand

l'auteur d'une plainte, qui puis est, une institution publique d'appui à la démocratie, financée à coup de centaines de milliers de dollars, se réserve d'apporter les preuves de ses accusations, cela équivaut, selon toute logique, à un désistement, mieux à un appel à l'instance judiciaire où la plainte a été déposée, à abandonner les poursuites. Faute de preuves de l'accusation, l'accusé qui jouit de la présomption de l'innocence, est tout naturellement élargi corps... et biens, que dis-je, avec les suffrages. L'opinion se souviendra que les candidats invalidés s'étaient pourvus auprès de la Cour constitutionnelle qui s'était déclarée incompétente.

Toute honte bue, la CENI s'est même substituée en Cour de cassation en cassant les faisceaux d'accusations qu'elle avait portés contre Justin Kalumba Mwana Ngongo, ex-ministre des Transports du temps de Matata. Kadima a absout, on ne sait trop comment, les iniquités électorales de Kalumba l'a repêché et proclamé élu sans que les 81 autres infortunés ne soient au courant que le président de la CENI a le

pouvoir de gracier un impeachment...et naturellement de rendre un loser winner.

Et à se demander si un contentieux électoral n'est-il pas prescriptible ? Quatre mois après, rien n'est venu. Le PG près de la Cour de cassation s'accorde-t-il infiniment du temps pour trancher la plainte qui a tout l'air furtif, chimère! Rien à ce jour, sur le plan du droit, n'empêche les 81 invalidés de se prévaloir d'un siège à la Chambre basse.

Face à cette confusion qui prend corps, au jour le jour, la sagesse du primus inter pares, le magistrat suprême, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, doit s'inviter indirectement au tollé pour un dénouement qui ne décevrait personne.

En 2007, alors président de la République, Joseph Kabila, en sa qualité de garant de la nation et de la conduite harmonieuse des institutions publiques, avait résolu de nommer dix-neuf candidats députés nationaux élus, mais injustement recalés par l'alors Cour suprême, des mandataires publics.

Par Pold Levi Maweja:CP

Des cireurs de chaussures, héros de leurs familles

Agés pour la plupart de 13 à 30 ans, des jeunes kinois ont trouvé dans le métier de cireur de chaussures un moyen honorable de survie, au milieu du chômage persistant qui pèse sur la ville de 12 millions d'habitants. Certes, quelques-uns témoignent de la rentabilité de cette activité, mais les défis liés à la formation se dressent devant eux comme des obstacles à surmonter.

À Bruxelles, en Belgique, European shoe shine association (ESSA) propose, par exemple, aux futurs cireurs un programme de formation, dont le but est de pouvoir démarrer son activité professionnelle, d'obtenir une satisfaction totale de la clientèle et ainsi d'atteindre la réussite économique.

À Kinshasa, ces entrepreneurs de rue, sans aucun apprentissage professionnel dans ce domaine, utilisent leur débrouillardise pour prospérer. Derrière chaque lustrage de chaussures se cache un besoin crucial : forger un avenir radieux et augmenter les revenus. D'ailleurs, ils font partie de ceux qui se lèvent tôt pour aller à la recherche de leur pain quotidien. À 5 heures déjà, ils envahissent les rues de la capitale. La plupart d'entre eux habitent dans les quartiers périphériques de Kinshasa. « Il n'y a pas un sot métier, il n'y a que des sots gens », rappelle en lingala Henock Mayinzambi, un jeune cireur de chaussures de 16 ans qui habite au Camp-Luka, un quartier défavorisé à l'ouest de la capitale.

Sa principale cible, ce sont d'abord les élèves, ensuite les étudiants et les enseignants avant le début des cours. Et ce, en attendant que les fonctionnaires de l'État et d'autres employés se pointent à leurs lieux de travail respectifs. D'autres cireurs disposent de deux catégories de clients : les clients d'honneur, c'est-à-dire ceux qui paient plus



que le montant exigé. Ils encouragent, à travers leur geste, ces jeunes. La seconde catégorie, ce sont des clients normaux, ceux qui paient le tarif normal fixé, qu'il s'agisse des élèves ou des enseignants. Une clientèle fidèle.

– Devenir pilote –

Il exerce son métier sur l'avenue de Libération (ex-24 novembre), non loin du pont Mandela. Posté là depuis 6 h, muni de ses affaires composées d'un sac au dos, d'une brosse à cirage en main, d'une boîte de cirage et d'un morceau de bois servant de repose-pieds, Mayinzambi est à la quête des potentiels clients. Il s'agit principalement des étudiants de l'Institut supérieur pédagogique de la Gombe (ISP Gombe) et ceux qui vont au centre-ville pour travailler. Heureusement pour lui, sa journée a bien commencé. Quelques clients se sont fait cirer les chaussures. « Tous les jours, ce n'est pas comme ça. Aujourd'hui, je peux espérer avoir un bon chiffre. Mais d'habitude, à la fin de la journée, j'ai au moins 15 000 FC. Donc ça paie bien », dit celui qui n'était pas destiné à faire ce métier si son père n'avait pas cassé la pipe lorsqu'il

était en 5e primaire. « La famille de mon père a dépouillé ma mère de tout ce qu'elle possédait. Elle était sous le choc pendant plusieurs années. C'est ainsi que j'avais décidé de devenir cireur pour aider aussi ma famille, comme mes autres grands frères le faisaient », ajoute-t-il. Avant la mort de son père, il rêvait de devenir pilote. Un rêve qui, aujourd'hui, n'effleure même plus son esprit.

– Itinérance –

Contrairement à Henock, d'autres débrouillards ont carrément choisi l'itinérance, comme le cas de Kevin Kalombo, 26 ans, qui sillonne les communes de Kintambo, Bandalungwa, Ngiri-Ngiri pour offrir à ses deux enfants à manger. « J'ai des clients sûrs qui me permettent de constituer une belle somme à la fin de la journée. Cet argent me donne la possibilité d'offrir à mes enfants ce qu'on ne m'a pas donné », avoue celui qui est aussi cordonnier. Lui n'a jamais fréquenté l'école faute d'avoir grandi dans une famille nombreuse (7 enfants) dont les parents ne pouvaient pas assurer la scolarité de tout le monde au regard de la situation financière.

En arpentant les artères,

ces « courageux » produisent des sons répétitifs à l'aide de deux bois qui sont entre leurs doigts qu'ils tapent l'un contre l'autre. Mais aussi, ils alertent les clients en criant : « cirage yango oyo » (Entendez : voici le cirage pour mettre sur vos chaussures). Ces techniques ne manquent pas d'attirer l'attention de ceux qui veulent faire briller les souliers.

– Le prix a augmenté –

Avant la hausse du dollar, les clients payaient entre 200 ou 300 FC. Ce qui n'est plus le cas. Aujourd'hui, ils doivent déboursier entre 500 ou 1000 FC. « On n'a pas de choix. Quand le dollar augmente, nous aussi, on majore le prix. Ce n'est pas pour rien », relate Henock. Malgré cela, ils gagnent plus que ce qu'ils dépensent pour acheter une boîte de cirage. « Le prix d'une boîte revient actuellement à 1500 FC. Si je l'utilise bien, je peux obtenir une belle somme de 30 000 Fc », ajoute-t-il.

– Non à la délinquance, à la mendicité... –

La plupart des jeunes qui exercent ce métier ne sont pas scolarisés. D'autres ne vivent plus sous le toit parental, mais dorment à la

belle étoile. Au lieu de voler, de mendier ou de verser dans la délinquance, ils gagnent honnêtement leur vie, parfois sous un brûlant soleil. Deuxième d'une famille de cinq enfants, Éric Ngyulu scolarise ses deux jeunes frères ainsi que sa sœur cadette. « Je suis fier de voir comment mes petits frères évoluent. Ils sont brillants et cela m'encourage à bosser dur. Ma mère nous nourrit grâce à son petit commerce parce qu'elle vend de la farine de maïs et de manioc ainsi que d'autres produits de première nécessité, pendant que je m'occupe de la scolarité de mes frères et de ma sœur », a-t-il confié, sourire aux lèvres.

Pour lui, les jeunes qui se livrent au banditisme urbain lui font pitié. « Grâce à ce métier, je suis financièrement indépendant. Contrairement à d'autres garçons, je suis plutôt satisfait du fait que je m'organise à la sueur de mon front », a-t-il souligné.

Cependant, Éric Ngyulu affirme également avoir des clients qui lui permettent de constituer une belle recette chaque jour, mis à part les autres personnes.

Par Grady Mugisho/CP

Onatra, vers la fin des travaux du quai flottant au beach Ngobila

A Kinshasa, le beach Ngobila se métamorphose avec la construction de son quai flottant. Sous la houlette du directeur général de l'Onatra, Martin Lukusa, les travaux avancent à une vitesse éclair. La firme chinoise, "Chindeco Sarl" qui exécute le projet, devrait livrer l'ouvrage d'ici fin mai.

Les images du chantier témoignent de l'intense activité qui règne sur le site. Des équipes d'ouvriers s'affairent à chaque coin, façonnant chaque détail avec précision et dévouement. Chaque jour apporte son lot de progrès. La collaboration étroite entre le DG, son adjoint Gabin Lulendu et le président du Conseil d'administration (PCA) produit des résultats escomptés. Le trio a imposé un rythme effréné à la tête de cette étatique. Ce projet marque un tour-



nant dans l'histoire du secteur maritime congolais, car les installations d'accostage des bateaux et des canots, comme l'a témoigné, le directeur du département des Ports et transports fluviaux de l'Onatra, Jean Kumbodimo. "Le quai flottant de type moderne permettra l'accostage et le débarquement sécurisé des passagers. Les travaux évoluent très bien. Tout a commencé par la fabrication des corps

morts (bloc de bétons). Ensuite, il y a eu l'approvisionnement du marché avec les tuyauteries qui vont servir des pieds à enfoncer dans l'eau pour fixer la cale flottante", a-t-il expliqué.

Dans le but de faciliter le transport entre Kinshasa et Brazzaville, le numéro un de l'Onatra a commandé trois canots rapides. "Ça fait partie des œuvres de notre DG. Le premier (avec

une capacité de 32 places) est déjà arrivé. Il fonctionne déjà et on l'a baptisé : Docteur Etienne Tshisekedi. Les deux autres arriveront d'ici un mois", a annoncé M. Kumbodimo.

Le directeur technique, Jacques Muniansi, rassure que l'ouvrage allie innovation et durabilité pour répondre aux standards internationaux. "Et puis, il n'y a pas eu de dif-

ficultés sauf l'inondation connue fin 2023. Les ports étaient inondés : Kisangani, Kikwit, Kinshasa et Matadi. C'est la raison pour laquelle on avait décalé le début des travaux tenant compte de cette calamité naturelle. La variation climatique nous a causé beaucoup de défis à relever, sinon le quai flottant serait déjà exploitable", a-t-il déploré.

M. Muniansi affirme que l'entreprise publique est dans les eaux profondes. Ce n'est pas de la science-fiction mais la réalité, s'est-il vanté. Ainsi, le beach Ngobila vit une nouvelle ère. Le même modèle a été dupliqué au port de Matadi dans le Kongo central avec la construction de deux pontons flottants.

Les riverains observent avec fascination cette transformation spectaculaire, anticipant sur les diverses possibilités qu'offrira ce quai flottant révolutionnaire.

Par Patrick Mputu/CP

Port de Matadi, également point de départ des migrants clandestins

Pour les Congolais qui ont des moyens, les démarches pour quitter le pays sont plutôt simples. Il suffit d'avoir son passeport et de faire sa demande de visa à l'ambassade du pays où l'on veut se rendre. Une fois le visa obtenu, payer son billet d'avion, se rendre à l'aéroport et quitter le pays.

Malheureusement, certains (souvent des jeunes) choisissent l'immigration clandestine. Il y en a qui ont réussi à aller à l'étranger clandestinement en s'infiltrant dans certains bateaux à partir du port de Matadi. Une voie dangereuse, parfois mortelle. Comme vous le savez, Matadi dans le Kongo Central, est une ville

qui abrite le plus grand port de la République démocratique du Congo.

Le travail difficile des dockers

Sur une colline surplombant la ville, se trouve le quartier Nkala Nkala. C'est là que vous retrouvez les dockers. Leur travail est de charger et de décharger les bateaux, avec tous les risques que cela comporte. On les a surnommés « lusombo ».

Etre lusombo c'est accepter un salaire de misère, un salaire dérisoire qui ne permet pas même aux plus courageux de joindre les deux bouts. La majorité des dockers s'adonne à des pratiques illicites pour survivre. C'est un travail précaire, exigeant et dangereux. A tout moment, vous pouvez

perdre une jambe, un bras ou carrément la vie. Souvent, ceux qui se blessent dans ce travail, sont abandonnés à eux-mêmes.

Des dockers parmi les clandestins

En réalité, beaucoup de jeunes sont devenus dockers au port de Matadi avec un objectif : celui de s'infiltrer un jour dans un bateau comme migrants clandestins pour quitter le pays vers l'Europe, l'Asie ou l'Amérique. En bossant au port, ils posent des questions aux équipages de navires qui viennent ou qui repartent. Ils prennent ainsi suffisamment de renseignements sur la destination des navires.

Le fait qu'une bonne partie de dockers de Matadi soient polyglottes est un avantage

pour communiquer avec les étrangers. Même sans avoir fait de grandes études, beaucoup se débrouillent en anglais, en russe, en mandarin, en ukrainien, etc. Et à force de côtoyer les blancs qui viennent avec leurs navires au port de Matadi, ils ont fini par parler un peu leurs langues.

Dès qu'une occasion se présente, certains de ces jeunes dockers embarquent en cachette et s'en vont à l'étranger. Malheur au clandestin qui sera attrapé dans le bateau en plein voyage sur la mer !

Bien s'informer sur le pays de destination du navire

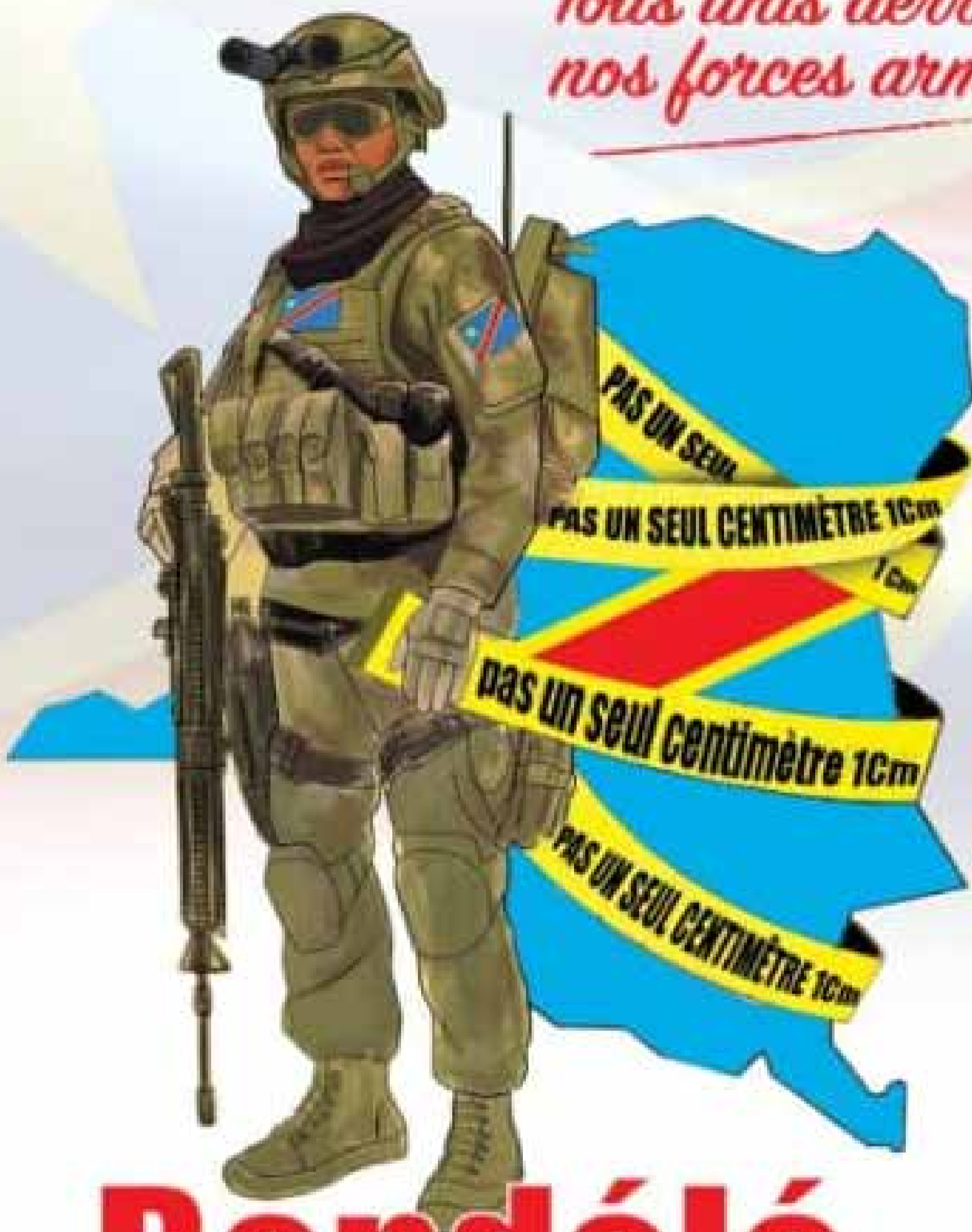
Pour quitter le pays, même clandestinement, il faut connaître les destinations des navires. De nombreux

clandestins négligent ce petit détail. Ils embarquent simplement et c'est tout, sans connaître où va le navire. A ce sujet, un docker m'a raconté une anecdote : une fois quelques clandestins de Matadi cachés dans la cale d'un navire, croyaient arriver dans un pays d'Europe, alors que le navire accostait plutôt au port de Boma ici même en RDC. Ils ont été pris, menottés et emmenés par la police congolaise.

Mais le fait que certains soient souvent arrêtés, n'empêche pas les autres (dont des dockers) de tenter leur chance de partir clandestinement pour chercher une vie meilleure en Asie ou en Occident.

Par Kenny North/CP

*Tous unis derrière
nos forces armées*



**Bendélé
Ekweya té**

Le classico congolais peine à mobiliser : Mazembe s'impose dans un stade quasi-vide



Dimanche 15 avril 2024, le stade des Martyrs de Kinshasa a accueilli le choc le plus attendu du championnat congolais : le « classico » opposant le TP Mazembe à l'AS Vita Club. Cependant, contrairement aux éditions précédentes, la rencontre s'est déroulée dans une ambiance morne, avec un stade quasiment vide. J'avoue que je ne comprends pas ce désintérêt du public face à l'affiche la plus prestigieuse du football congolais.

Sur le terrain, ce sont les « Corbeaux » du TP Mazembe qui se sont imposés sur le score de 2 buts à 1, grâce à un doublé de Fily Traoré. Un résultat qui permet au club de Lubumbashi de consolider sa première place au classement. Mais l'enjeu sportif n'a pas suffi à attirer des foules. Des raisons multiples à la faible affluence

Les raisons de cette faible affluence sont imaginables. Par exemple, la crise économique qui frappe le pays depuis plusieurs années a fragilisé le pouvoir d'achat des Congolais, rendant les billets de matchs de football moins accessibles. De

plus, l'insécurité grandissante dans plusieurs villes du pays dissuade certains supporters de se déplacer.

Au-delà de ces facteurs conjoncturels, il y a aussi le fait que le football congolais souffre de sa politisation. À un moment, presque tous les dirigeants des clubs étaient des politiciens. Ngoy Kasanji avec Sanga Balende, Moïse Katumbi avec Mazembe, Jacques Kyabula à la tête de Lupopo, etc. Certains de ses dirigeants politiques ne sont plus en poste, d'autres ne sont pas en odeur de sainteté avec le régime en place, et le football en pâtit. Un avenir incertain pour le football congolais

Face à ce constat, les acteurs du football congolais devraient se mobiliser pour relancer l'intérêt pour ce sport. Des mesures doivent être prises pour relever la qualité du championnat, améliorer la gestion des clubs et les infrastructures. Et surtout, dépolitiser le football et les sports congolais en général. Il est également important de mettre en place une politique de formation et de marketing plus efficace pour attirer le public et les jeunes joueurs.

ISIDORE KWANDJA NGEMBO

✓ Candidat SENATEUR

Unis, nous sommes bien plus forts que divisés. bâtissons ensemble notre province du **KASAÏ**.

N° 24

Candidat du **RENOUVEAU** et du **CHANGEMENT**

Isidore KWANDJA NGEMBO IKN